

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 12 juin 2026

### FOCUS COLOMBIE - BILAN « ENVIRONNEMENTAL » DU GOUVERNEMENT DU PRÉSIDENT GUSTAVO PETRO. 2

#### **Bolivie** 3

Le gouvernement rend possible la reprogrammation des crédits pour les secteurs affectés par les blocus. 3

#### **Colombie** 3

L'inflation continue d'augmenter, pour s'établir à 5,8 % en g.a. en mai. 3

La hausse du prix du pétrole accorde des revenus supplémentaires à la Colombie et un peu de marges budgétaires. 4

Le gaz importé prend une place croissante dans le mix électrique, laissant peu de marge de manœuvre à l'approche d'un phénomène *El Niño*. 4

La Colombie met à son tour fin aux droits de douane visant l'Équateur, clôturant ainsi la guerre commerciale. 4

#### **Équateur** 5

Le ministre de l'Énergie annonce une renégociation du contrat minier de *Cascabel*. 5

#### **Pérou** 5

Le mécanisme « Travaux contre impôts » dépasse dès mai son objectif annuel d'investissements. 5

L'OCDE met en garde contre les risques budgétaires et la pression électorale malgré une croissance proche de 3 %. 6

#### **Suriname** 6

Le gouvernement amende le budget 2026 en augmentant les prévisions de recettes et de dépenses. 6

#### **Venezuela** 7

L'inflation baisse en mai pour atteindre 6,3 % (524 % en g.a.). 7

Le Trésor étasunien confirme que les contrats miniers et pétroliers seront soumis aux lois étatsuniennes. 7

# Focus Colombie - Bilan « environnemental » du gouvernement du Président Gustavo Petro.

**L'arrivée au pouvoir en 2022 du premier président de gauche de l'histoire de la Colombie annonçait une rupture dans les politiques publiques environnementales.** L'ambition était élevée, puisque « la vie » était placée au cœur du programme d'actions. Ce dernier prévoyait une gestion transversale de l'eau, une transition d'une économie extractiviste (hydrocarbures et charbon) vers une économie productiviste (agriculture, tourisme) et un objectif d'électricité 100 % décarbonée.

**Dès le début du mandat, le gouvernement a suspendu tous les nouveaux projets d'hydrocarbures.** Le Président Gustavo Petro a pris la décision de suspendre la délivrance de nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures sur l'ensemble du territoire, de suspendre les deux projets pilotes de *fracking*, et, depuis novembre 2025, d'interdire toute nouvelle activité d'extraction minière et d'hydrocarbures dans l'Amazonie colombienne. Ces décisions n'ont pas conduit à l'arrêt brutal de la production de combustibles fossiles (44 % des exportations en 2024 et 10 % des ressources budgétaires), mais elles prévoient une décrue progressive jusqu'en 2035.

**Cette volonté politique s'est néanmoins retrouvée confrontée à l'inertie du secteur des énergies renouvelables et a conduit à augmenter les importations d'hydrocarbures.** Alors que la suspension de nouveaux projets d'hydrocarbures et les changements réglementaires ont fait chuter la production nationale de gaz naturel, la Colombie dépend de manière croissante des importations de gaz, particulièrement lors des phénomènes *El Niño* (cf. *infra*). La transition vers d'autres activités - avec un objectif initial de 6 GW de renouvelables installés - et l'identification de minerais stratégiques, relais des extractions fossiles, n'a que partiellement permis de compenser ce recul des énergies fossiles.

**Des progrès significatifs ont été obtenus concernant la déforestation, avec un taux moyen de déforestation ramené de 0,22 % à 0,15 % par an.** Si ce taux était de 0,1 % avant la signature des accords de paix en 2016, les zones où la présence de l'État fait face à des défis importants ont connu une légère hausse des activités à la fois agricoles et illégales (coca, orpaillage, forestière) depuis 10 ans. Parmi les initiatives fortes du mandat Petro, la Colombie a mis en place des plans de lutte contre la déforestation et de restauration ainsi qu'un outil de financement dédié, le *Fonds pour la Vie*, doté d'environ 1 Md\$ sur la période 2022-2026. Ce dernier est alimenté par le budget de l'État, la taxe carbone, des fonds issus de la coopération ou philanthropiques. Le fonds finance notamment le programme de paiement pour services environnementaux « *Conservar Paga* ». Enfin, le gouvernement a mis en place la première concession forestière sur 30 ans pour une surface de 23 000 hectares, concernant 500 familles, leur permettant d'exploiter à leur compte le terrain, tout en le préservant.

**Les services aux usagers ont connu des avancées inégales mais certaines.** En matière de gestion des déchets, des bases solides ont été posées avec le programme « *Zéro déchets* » pour promouvoir l'économie circulaire et formaliser la profession de recycleurs, même si le nouveau cadre réglementaire et tarifaire n'est pas encore complètement opérationnel. Concernant les projets d'infrastructures, le renforcement des axes routiers principaux (concessions 4G et 5G) a pu parfois se faire au détriment des axes secondaires. Le gouvernement a par ailleurs réactivé plusieurs

projets ferroviaires pour le fret et le transport de passagers et a accompagné de grands projets de métros et de trains de banlieue, en dépit des fortes contraintes budgétaires.

**Sur le plan international, la Colombie s'est positionnée comme un leader mondial de l'environnement, tirant parti de son importante biodiversité et d'une diplomatie climatique très active.** Le pays a accueilli fin 2024 la COP16 sur la biodiversité à Cali et est le premier producteur d'importance de combustibles fossiles à soutenir un traité de non-prolifération des énergies fossiles. Il a enfin obtenu l'adoption d'une résolution lors de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement de décembre 2025 sur la durabilité de la chaîne d'approvisionnement des minerais critiques.

**Pour autant, le pays n'a toujours pas ratifié le Traité sur la Haute Mer (qui prévoit une protection de la biodiversité marine) ni le protocole de Nagoya (sur le partage des ressources génétiques),** alors que ce dernier permettrait de contribuer au financement de la protection de la riche biodiversité colombienne et l'implication des communautés indigènes.

## Bolivie

**Le gouvernement rend possible la reprogrammation des crédits pour les secteurs affectés par les blocus.**

Le président Rodrigo Paz a signé un décret qui permettra la reprogrammation et le refinancement des prêts pour les emprunteurs dont la capacité de paiement a été affectée par les blocus (cf. [Brèves Semaine 21](#)). Le décret prévoit que les institutions financières et les sociétés de *leasing* financier puissent accepter les demandes volontaires des emprunteurs « de refinancement et/ou de replanification de leurs opérations de crédit, en fonction de leur situation économique ». Le règlement précise que chaque demande sera analysée au cas par cas.

**Parmi les mesures envisagées figure la possibilité d'intégrer des périodes de grâce et des prolongations pouvant aller jusqu'à six mois** à partir de l'approbation du refinancement ou de la reprogrammation. Pendant cette période, l'emprunteur n'aura pas à effectuer de paiement d'intérêts, d'assurance, de commission ou autres charges. L'institution financière ne pourra engager aucune procédure de recouvrement ni modifier le statut de l'obligation de crédit. Les montants que l'emprunteur ne paie pas pendant cette période ne sont pas annulés mais reportés. Selon le président : « Il n'est

pas juste que ceux qui ont souffert des blocus continuent d'être punis ».

## Colombie

**L'inflation continue d'augmenter, pour s'établir à 5,8 % en g.a. en mai.**

Pour le 3<sup>e</sup> mois consécutif, l'inflation a augmenté en Colombie pour atteindre 5,8 % en g.a. en mai (contre 5,1 % en mai 2025 et 5,7 % en avril dernier), selon le DANE (Institut national de statistique). Elle est néanmoins inférieure aux prévisions des analystes. Derrière ce chiffre se cache un changement important : la pression sur les prix ne provient plus principalement de l'alimentation (-0,03 % sur le mois), mais des services. Ainsi, 59 % de l'inflation enregistrée est imputable à la composante services, dont les prix ont progressé de 7,05 % en mai (en g.a.).

**Les principales sources de pression inflationniste sont la hausse des loyers, des services publics, des restaurants, des transports et des carburants.** La Banque centrale estime que la persistance de l'inflation s'explique en partie par la forte hausse du salaire minimum au cours des deux dernières années, en particulier l'augmentation de 23 % entrée en vigueur au début de l'année (cf. [Brèves semaine 8](#)). Les économistes de la banque BBVA prévoient que l'inflation continuera d'augmenter au

cours du reste de l'année en raison des effets constants de la hausse du salaire minimum, du dynamisme de la demande intérieure, des conséquences du conflit au Moyen-Orient et du phénomène climatique *El Niño*.

**La hausse du prix du pétrole accorde des revenus supplémentaires à la Colombie et un peu de marge budgétaire.**

**Le conflit au Moyen-Orient a entraîné une hausse du prix du Brent, ce qui devrait générer des revenus supplémentaires de plus de 5,8 Md\$ (21 000 Md COP) pour la Colombie,** selon les économistes de *Banco de Bogotá*. L'impact fiscal de cette hausse du baril à 92 \$ est significatif : elle pourrait ainsi générer des recettes additionnelles atteignant 2 % du PIB, soit près d'un point de pourcentage au-dessus de ce que le ministère des Finances avait anticipé. C'est un soulagement pour le gouvernement à un moment crucial où il fait face à d'importantes difficultés budgétaires (cf. [Brèves semaine 15](#)).

**Ainsi, en avril, les exportations colombiennes de pétrole ont atteint 1,6 Md\$, un niveau qui a presque doublé en deux mois et qui constitue le plus élevé depuis juillet 2022.** Si les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se réalisent, le prix moyen du Brent en 2026 atteindrait entre 93 \$ et 95 \$, et les exportations colombiennes de pétrole pourraient dépasser 17,5 Md\$ d'ici 2026, soit une hausse de 40 % sur l'année. Le pétrole redeviendrait ainsi la principale source de devises du pays. Toutefois, la production reste fragile (+ 1,5 % g.a. en avril).

**Le gaz importé prend une place croissante dans le mix électrique, laissant peu de marge de manœuvre à l'approche d'un phénomène *El Niño*.**

**Début juin, les importations de gaz naturel ont représenté 32 % de la consommation électrique.** La part des importations de gaz connaît une hausse tendancielle, liée à la

chute des capacités de production domestiques. En moyenne, les importations de gaz ne représentaient que 18 % de la consommation électrique en 2024 et 2025 alors qu'entre janvier et juin 2026, cette part a déjà atteint 26 %. Le gaz naturel importé est regazéifié au travers du terminal de Carthagène (SPEC) : la capacité du SPEC est d'environ 13 M de m<sup>3</sup> (465 GBTUD) alors que les importations représentent déjà 9 M de m<sup>3</sup> (66 % de la capacité du SPEC). Par ailleurs, le procédé est particulièrement plus coûteux que l'utilisation du gaz produit domestiquement.

**Le phénomène climatique *El Niño* devrait intensifier les besoins d'importations de gaz naturel pour satisfaire la consommation domestique.** Ainsi, pour mémoire, la baisse de précipitations liée à ce phénomène au S2 engendrera probablement une forte baisse de la capacité nationale de production hydroélectrique (58 % de la matrice électrique ; cf. [Focus semaine 21](#)).

En Colombie, le gaz naturel – habituellement de source domestique – doit naturellement prendre le relais. La production gazière représentait 19 % du mix électrique colombien en 2024, mais cette part devrait augmenter avec la baisse de production hydroélectrique, de même que celle du charbon (12 % du mix) ou du pétrole (4 %).

Le ministère de l'Énergie estime qu'entre décembre 2026 et novembre 2027, la production électrique domestique sera déficitaire de 3,9 TWh par rapport à la demande, la consommation reposant de manière accrue sur ces coûteuses importations de GNL.

**La Colombie met à son tour fin aux droits de douane visant l'Équateur, clôturant ainsi la guerre commerciale.**

**Le 5 juin, la Colombie a mis fin aux droits de douane sur les importations équatoriennes, mettant fin à une guerre commerciale de près**

**de six mois.** La Colombie avait mis en place des droits de douane réciproques de 30 % sur les importations équatoriennes, en réponse aux droits de douane de 100 % mis en place sur ses exportations par le gouvernement équatorien.

**La Communauté andine des nations (zone de libre-échange entre la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou) avait ordonné le retrait des droits de douane le 8 mai** mais l'Équateur n'a effectivement retiré ses droits de douane que le 1<sup>er</sup> juin, en marque de soutien à la candidature d'Abelardo de la Espriella (extrême-droite), quelques jours avant le premier tour des élections présidentielles colombiennes (cf. [Brèves semaine 23](#)).

Cependant, la Colombie maintient les droits de douane sur les importations de riz pour une durée de 45 jours, au motif de préoccupations sur la contrebande à la frontière des deux pays.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,1%	37,2%	2262
Change USD/COP	-2,0%	-15,2%	3503
Change EUR/COP	-2,1%	-15,9%	4057
Prix du baril (Brent, USD)	-4,7%	18,9%	88,66

## Équateur

**Le ministre de l'Énergie annonce une renégociation du contrat minier de Cascabel.**

**Signé en juin 2024, le contrat de la plus grande exploitation de cuivre du pays devrait être renégocié** alors que le ministre souligne que le contrat comporte des points « ne garantissant pas l'équité » entre les deux parties – bien que le contrat ait été signé sous la présidence de Daniel Noboa, actuel président.

Cette renégociation est permise par un accord ministériel du 20 mai 2026 qui

« autorise les révisions, renégociations et modifications des contrats d'exploitation minière en vigueur, lorsque l'État estime nécessaire d'harmoniser leurs conditions ou lorsque des circonstances techniques, économiques ou d'intérêt public le justifient ».

**L'entreprise majoritaire SolGold (Australie) a été rachetée par Jiangxi Cooper (Chine) en mars 2026.** L'entreprise exploitante de près de 5 000 hectares de la concession minière bénéficiait d'un contrat de 33 ans et prévoyait des investissements de près de 4,2 Md\$ pour son exploitation.

## Pérou

**Le mécanisme « Travaux contre impôts » dépasse dès mai son objectif annuel d'investissements.**

**Le mécanisme « Travaux contre impôts » (Oxi), a enregistré une performance record au cours des cinq premiers mois de 2026.** Selon Proinversión, l'agence chargée de la promotion de l'investissement privé, 258 projets ont été attribués entre janvier et mai pour un montant total de 1,21 Md\$, dépassant déjà l'objectif annuel fixé à 1,13 Md\$. Cette progression s'explique notamment par l'intérêt croissant des entreprises privées et des collectivités publiques pour ce dispositif, qui permet de financer des infrastructures en échange de crédits fiscaux.

**Depuis le début de l'année, 114 nouvelles entreprises et 85 entités publiques ont rejoint le mécanisme.** Les secteurs des transports et de l'éducation concentrent l'essentiel des investissements, devant la gestion des risques et la sécurité publique.

Créé en 2009, ce dispositif s'est progressivement imposé comme un outil majeur de financement des infrastructures publiques au Pérou.

Toutefois, l'accélération des attributions devra désormais se traduire par la réalisation effective des projets. Les autorités anticipent une poursuite de cette dynamique au cours du second semestre 2026.

**L'OCDE met en garde contre les risques budgétaires et la pression électorale malgré une croissance proche de 3 %.**

L'OCDE prévoit une croissance du PIB péruvien de 2,9 % en 2026 et 2027, après une progression de 3,4 % en 2025, portée principalement par la consommation et l'investissement privés. Malgré cette résilience, l'organisation souligne plusieurs facteurs susceptibles de freiner l'activité économique. Parmi les principaux risques identifiés figurent l'incertitude liée au processus électoral, les tensions géopolitiques pesant sur les prix de l'énergie et des engrais, les contraintes d'approvisionnement en gaz naturel ainsi que les effets potentiels du phénomène météorologique *El Niño*.

L'OCDE considère également que l'inflation, remontée à 4 % en avril, pourrait rester sous pression du fait de la hausse des coûts énergétiques.

**L'organisation se montre particulièrement préoccupée par la trajectoire budgétaire du pays.** Elle anticipe un déficit de 2,1 % du PIB en 2026 et de 1,9 % en 2027, des niveaux supérieurs aux objectifs fixés par les règles budgétaires.

Elle met en garde contre l'adoption de dépenses permanentes sans sources de financement durables et recommande d'élargir l'assiette fiscale tout en améliorant l'efficacité de la dépense publique.

## Suriname

**Le gouvernement amende le budget 2026 en augmentant les prévisions de recettes et de dépenses.**

Le gouvernement a apporté d'importants changements au budget 2026 en relevant les estimations de recettes de +17,8 % à 1,7 Md\$ (64 Md SRD), tandis que les dépenses sont fixées à 2,1 Md\$ (77,5 Md SRD), en hausse de +26,9 %. Le déficit s'élèverait désormais à -5,1 %, contre -3,5 % initialement prévus. Le PIB nominal est également estimé à un niveau nettement supérieur à celui du budget initial, passant de 4,8 Md\$ (179,97 Md SRD) à 6,7 Md\$ (252,26 Md SRD), en hausse d'environ +40 %.

**Toutefois, l'Association des économistes du Suriname (VES) remet en question les calculs du gouvernement en affirmant que le déficit s'élèverait plutôt à -7,7 %.** En effet, la VES conteste la prise en compte des 187 M\$ (7 Md SRD) d'emprunts de l'État dans les recettes.

Selon son secrétaire général, Swami Girdhari : « les emprunts ne sont pas des recettes, mais des moyens de financement. Ils augmentent les obligations futures de l'État et ne doivent donc pas être considérés comme des recettes ordinaires ».

En outre, la VES remet en question les prévisions de croissance du gouvernement. En tenant compte d'une inflation de 10 %, la croissance réelle atteindrait environ 30 % selon l'exécutif, mais, pour Girdhari : « la question est de savoir si cette croissance est réaliste.

Le ministère des Finances et de la Planification devrait expliquer plus en détail les calculs sous-jacents à la population ». La VES appelle donc à une discipline budgétaire accrue, à une transparence maximale, à une stratégie solide d'épargne et d'investissement, ainsi qu'à une meilleure prise en compte des risques liés à la volatilité des prix du pétrole.

# Venezuela

**L'inflation baisse en mai pour atteindre 6,3 % (524 % en g.a.).**

**Le Venezuela a enregistré une inflation de 6,3 % en mai, la plus basse en 19 mois**, selon la Banque centrale (BCV).

Les plus fortes hausses de prix concernent le secteur des loisirs et de la culture (+7,3 %), suivi de près par la restauration et l'hôtellerie (+7,1 %), les vêtements et chaussures (+7 %) et les services éducatifs (+6,6 %).

L'un des principaux facteurs de la hausse des prix est lié à l'inflation importée, issue de la dépréciation du Bolívar (VES) vs. le Dollar Étatsunien (USD) qui reste la principale référence au Venezuela pour la tarification des biens et des services.

Pour mémoire, le VES a perdu 45 % de sa valeur face à l'USD depuis le début de l'année au taux officiel (cf. [Brèves semaine 23](#)), dont 12,2 % en mai.

**Le Trésor étasunien confirme que les contrats miniers et pétroliers seront soumis aux lois étatsuniennes.**

**Le Bureau du contrôle des actifs étrangers (OFAC) du Département du Trésor a annoncé une mise à jour de son régime de licences pour le Venezuela en exigeant que « les termes du**

**contrat soient interprétés conformément aux lois d'un État ou d'une autre juridiction aux États-Unis ».** Plus encore, pour les transactions impliquant le gouvernement du Venezuela, la compagnie pétrolière nationale (PDVSA) et la société minière Minerven, les procédures de résolution des différends liées au contrat devront être menées aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France ou à Singapour.

**L'OFAC autorise également les entreprises étatsuniennes créées avant le 29 janvier 2025 à participer à des activités liées à l'exportation, la commercialisation et le transport de produits pétroliers et pétrochimiques vénézuéliens destinés aux États-Unis.** Le département du Trésor maintient toutefois certaines limites : les opérations impliquant la Russie, l'Iran, Cuba, la Corée du Nord ou des entités contrôlées par la Chine restent interdites.

**Cette décision intervient dans un contexte de hausse de la production de pétrole.** Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), publié ce jeudi, indique que la production vénézuélienne en mai a été de 1,2 M bpj (+43 000 bpj par rapport à avril). Les sources secondaires indiquent elles une production de 1,1 M bpj (+36 000 bpj par rapport au mois précédent). Le prix du pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une diminution de 7,7 \$ par baril en mai pour s'échanger à 82,8 \$ par baril.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)